

INDICATEURS ALTERNATIFS AU P.I.B. : LA VOIE DE L'ALTERNANCE À LA CROISSANCE ?



Analyse

Février 2011
Luca Ciccia
Chargé de projets

Dans le cadre des débats sur l'impact écologique et social de la croissance¹, les outils de mesures économiques, principalement le Produit Intérieur Brut, subissent de nombreuses critiques. Depuis près de trente ans, de nouveaux indicateurs de richesses se développent dans le champ académique, associatif et politique. Pour une grande partie des milieux progressistes, les indicateurs alternatifs au PIB deviennent un des moyens principaux d'œuvrer à la transition vers un modèle qui allierait progrès économique, social et écologique. Les indicateurs alternatifs au PIB sont-ils la voie de l'alternative face au dilemme de la croissance?

Le P.I.B. ou le thermomètre de notre revenu collectif:

Le Produit Intérieur Brut est la somme des richesses créées dans un pays donné, sur une période donnée. Le PIB mesure donc le revenu collectif, de tous les citoyens, de toutes les entreprises, de toutes les collectivités. Chaque fois qu'un échange économique dégage de la valeur ajoutée, de la richesse nouvelle ou des revenus au sein d'un pays, le PIB augmente. Toutes les politiques socio-économiques sont orientées par et pour cet objectif de croissance. Car il serait synonyme d'emploi, permettrait de lutter contre les inégalités et de financer les politiques publiques. *In fine*, la culture dominante fait de l'augmentation constante du PIB le nouvel étalon-or. L'objectif de croissance économique équivaut à présent à l'amélioration de notre bien-être. Il est recherché par les politiques mais également vu comme une nécessité pour la majorité des électeurs. A défaut de nouvelles utopies, la croissance économique nous offre un nouvel eldorado...

Quelques exemples concrets suffisent pourtant à comprendre les limites du PIB. Un tremblement de terre qui détruit des milliers d'habitations et tue des milliers de personnes est source de croissance économique. Pour déblayer, reconstruire, soigner, etc. C'est le fameux « effet Kobe » du nom du tremblement de terre qui secoua la ville du même nom au Japon.

Une autre critique apparaît dans la comparaison de deux « foyers » identiques. Si dans l'un d'eux, le ménage est fait par un des membres du foyer à titre gratuit, l'apport pour la croissance sera nul. Si dans l'autre, une femme de ménage (déclarée) l'effectue, l'apport pour la croissance sera positif. De même, si une femme de ménage, un ouvrier, un sans-papier travaille au noir, point d'apport de valeur ajoutée, point de croissance du PIB. Tout aussi troublant, une heure de travail prestée par un auditeur financier sera davantage porteur de plus-value qu'une heure de travail prestée par une aide-malade

¹ CICCIA L., *Faire l'économie de la croissance*, SAW-B, 2011.

qui accompagnera le même auditeur financier dans sa dernière heure de vie, ou que la sage-femme présente lorsqu'il est né.

Changer d'indicateur suppose avant tout une modification « culturelle ». La valeur d'un service ou d'un bien est fonction des valeurs de la société donnée, fonction de la culture dominante. Enfin, la croissance du PIB n'équivaut pas nécessairement avec la croissance du bien-être social et écologique. Les faits tendent à prouver le contraire...

Le problème du PIB est qu'il ne mesure que les échanges monétaires créateurs de valeurs ajoutées entre les individus-entreprises, peu importe la plus-value ou la moins-value sociale ou environnementale. Le PIB ne mesure donc que les échanges marchands, ce qui est produit, vendu, consommé, sans aucune prise en compte de l'impact non-économique de cette production, ou de l'impact économique à long terme².

Face à ces critiques, les comptables et économistes répondent habituellement que l'outil de mesure du PIB est imparfait et n'a pas vocation à apprécier l'évolution du bien-être des individus ni même à être l'outil central des politiques. Ils sont par ailleurs prêts à envisager la création de comptes satellites pour intégrer certaines critiques et apporter des éléments de comparaison et d'évaluation des entreprises selon des indices autres que marchands. C'est d'ailleurs ce qui se pratique déjà pour le secteur de l'économie sociale (voir encadré en page 5).

A entendre les économistes, le responsable ne serait donc pas l'outil mis à disposition des politiques par les comptables mais son utilisation par les décideurs. Et s'ils avaient raison ? Néanmoins, répondre à cette interrogation nécessite d'abord de passer par la case « histoire ».

Une histoire ancrée dans le développement du capitalisme, une histoire de pouvoir

Le pouvoir (soit la capacité à agir sur d'autres) s'évalue en comparant la situation entre deux personnes ou groupes. Toute mesure est donc potentiellement source de pouvoir ou cause de pouvoir. Depuis l'aube de l'humanité jusqu'au 19^{ème} siècle, la terre était la source première de richesses et de pouvoir. Tandis que métrer la taille des terres était primordial, la monnaie n'était pas encore centrale³. La quantité d'or, d'argent, puis de monnaie possédée devint, au fil des siècles entre la Renaissance et ce début de 21^{ème} siècle, prépondérante. C'est donc avec l'essor du capitalisme que la richesse matérielle, petit à petit réduite à la monnaie, est devenu le critère par excellence d'évaluation du pouvoir.

Avec la complexification des relations économiques, l'invention de la comptabilité de l'entreprise puis sa transposition aux nations⁴, l'évolution des richesses produites – soit la croissance du PIB – devint l'instrument de mesure premier au service des gouvernements. La science économique, bien que branche des sciences humaines, s'imposa comme une science exacte au service du pouvoir. Pour financer ses politiques, le pouvoir doit prélever l'impôt. Cet impôt peut être prélevé sur le patrimoine (impôt sur la propriété, les grosses fortunes) et, d'autre part, sur la richesse produite, celle qui circule (l'impôt sur les revenus, sur la consommation – TVA, etc.). Le système capitaliste, basé sur le prêt à intérêt et donc sur l'accroissement sans fin de création de richesses monétaires⁵, amène, années après années, les collectivités à devenir de plus en plus « riches ». Cet accroissement de la richesse monétaire est synonyme d'accroissement potentiel des ressources publiques, du pouvoir. La croissance des richesses produites est donc devenue le guide des politiques jusqu'à devenir un objectif en soi. La science économique et ses outils de mesure, tout orientés vers le développement

² Voir GADREY J. et JANY-CATRICE F., *Les nouveaux indicateurs de richesses*, La Découverte, Coll. « Repères », 2005, pp 17-25

³ BIHR A., *La préhistoire du capital. Le devenir-monde du capitalisme*, vol. 1, Lausanne, Éditions Page deux, 2006

⁴ MEDA D., *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, Coll. « Champs-Actuel », 2008

⁵ Accroissement également alimenté par la surconsommation, elle-même aidée par la publicité et l'obsolescence programmée des biens.

de la production de l'entreprise et, par simple reproduction, vers le développement de la production de la nation, s'imposent alors au monde. Le pouvoir politique oublie l'objectif premier de bien-être écologique et social auquel aspire la grande majorité des citoyens.

Néanmoins, avec la montée en puissance du capitalisme et les révoltes ouvrières de la fin du 19^{ème} siècle qui l'accompagnent, des scientifiques ont mis en évidence la « question sociale ». Naissait alors la volonté de mesurer davantage la réalité sociale pour orienter les politiques menées et améliorer le sort de cette classe ouvrière exploitée qui commençait à s'organiser, inspirée par les anarcho-syndicalistes et les communistes. Début du 20^{ème} siècle, les statistiques sociologiques sont en plein essor. Pour autant, c'est bien dans le champ social, sous la pression des mouvements ouvriers et de la révolution bolchévique en Russie, que le capitalisme subit des réformes profondes. Elles améliorent alors réellement la vie quotidienne des salariés : congés payés, santé et école publiques, etc. Hormis la grande crise de 1929 et la seconde guerre mondiale, ces progrès sociaux sont continus dans le monde occidental jusqu'au début des années 1970.

Le PIB reste pourtant l'outil de mesure de référence. Il n'est pas inutile de mentionner ce moment charnière. Ainsi, dans ses travaux sur le lien entre croissance et amélioration du bien-être, Isabelle Cassiers⁶ note un découplage entre la croissance économique et un indice de satisfaction de vie qui commence au début des années 1970. Et l'auteure de conclure que la croissance ne fait pas le bonheur. Sans aucun doute, mais quelle croissance ? Au bénéfice de qui ?

De la prise de conscience écologique aux indicateurs alternatifs

Depuis le milieu des années 1970, le libéralisme reprend vigueur et inverse le rapport de force en sa faveur. Les pouvoirs publics et mouvements sociaux font pâles figures face au pouvoir des « marchés », des investisseurs-spéculateurs. Néanmoins, le mouvement écologiste parvient à s'imposer à la faveur des catastrophes environnementales, y compris en obtenant de grands succès (par exemple le protocole de Montréal de 1987 visant à résorber le trou de la couche d'ozone). Ivan Illitch, penseur incontournable des écologistes, avait ainsi construit une critique radicale contre la pseudo-neutralité des « outils »⁷. Le PIB comme outil de mesure économique ne tarde pas à subir les premières critiques.

Le premier grand succès en matière d'indicateurs alternatifs a été la Conférence de Rio de 1992, dit « sommet de la Terre ». Un des textes adoptés lors de cette conférence propose d'améliorer les systèmes d' « information pour la prise de décision ». De nombreuses institutions ont suivi cette recommandation et ont mis au point des indicateurs de développement durable : Nations unies, OCDE, Eurostat, etc. Dans le même temps, les mouvements sociaux, féministes, altermondialistes amplifient le débat sur les indicateurs. Les indicateurs se développeront alors dans tous les sens et impliqueront tous les acteurs (voir annexe). Puisque l'outil de mesure façonne la perception de la réalité et est un instrument de pouvoir, les combats politiques de cette fin de 20^{ème} siècle intègrent logiquement les indicateurs alternatifs. Indicateurs alternatifs qui se développent au même rythme que la dégradation de la situation économique et sociale.

Les indicateurs alternatifs comme réponse au dilemme de la croissance ?

Si le dilemme de la croissance se résume essentiellement à constater que la croissance du PIB ne s'accompagne pas nécessairement d'une croissance du bien-être social et d'une préservation de la planète, un changement d'indicateurs peut-il réellement changer la donne?

⁶ Cfr. « *La croissance ne fait pas le bonheur. Les économistes le savent-ils ?* », Isabelle Cassiers. Regards Economiques (UCL), Mars 2006, N°38. <http://sites-test.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE038.pdf>

⁷ ILLITCH I., « *La convivialité* », Seuil, 1973. Le titre original anglais est « *Tools for conviviality* » soit « outils pour la convivialité ».

D'un point de vue social

En matière sociale, le passé démontre que la croissance économique peut être synonyme de progrès social. Et ce lorsque des mouvements sociaux, politiques et syndicaux se sont alliés dans des luttes. Mais le rapport de force était en faveur des citoyens, et non des investisseurs, du capital. Dès le moment où le « capital » a la main et peut imposer ses critères de gouvernance, sa culture marchande ou ses exigences de rentabilité, force est de constater que le social est relégué aux oubliettes. D'où la question de la réelle pertinence à vouloir redéfinir le PIB à l'aide d'éléments sociaux.

Les statistiques existent, elles sont relativement connues. Il est vrai que les médias et les politiques, qui ne vivent pas en dehors de la société, toute entière soumise aux valeurs néolibérales, s'appuient plus souvent sur les critères de croissance économique que de croissance du bien-être. Mais la faute ne revient-elle pas davantage au manque de vigueur dans le champ de la lutte sociale plutôt qu'à un problème d'indicateur ? Pour rappel, les inégalités peuvent augmenter aussi bien en situation de croissance qu'en situation de dépression. Ces inégalités seront toujours le fruit du rapport de force qui se joue dans les entreprises lors de la distribution des revenus. C'est pareil pour la redistribution des revenus par le biais de la fiscalité qui sera plus ou moins égalitaire en fonction du rapport de force au sein du monde politique, et entre le monde politique et le pouvoir de la finance.

Néanmoins, cette aspiration au « toujours plus » ne peut créer que de la frustration. N'est-ce pas le capitalisme, nécessairement en croissance, qu'il s'agit de transformer ? Changer d'indicateur peut-il participer de cette transformation ? Et à quoi bon changer d'indicateurs si, culturellement, la société se laisse entraîner sans trop sourciller vers la voie du « toujours plus » ?

D'un point de vue environnemental

En matière environnementale, les progrès sont tangibles. L'indice de découplage proposé par l'OCDE qui mesure l'évolution contrastée entre la croissance économique et les émissions de carbone est très instructif à cet égard. Mais déconnecté des réalités marchandes, sans réel impact économique, ces indicateurs environnementaux peuvent au mieux servir d'argumentation aux lobbies écologistes. Ils n'empêchent pas l'activité économique de se poursuivre avec tous les dégâts écologiques qu'elle peut entraîner... Ainsi, malgré la présence de cet indicateur de référence, on constate que depuis plusieurs années, le découplage ne s'opère pas.

Néanmoins, l'optimisme existe. Ainsi, certains plaident pour une « monétarisation » qui consiste à valoriser économiquement ce qui n'a pas de valeur marchande. Prenons un exemple fictif. Un arbre n'a *a priori* pas de valeur marchande, mais sa préservation est essentielle au maintien de notre écosystème. Pour le préserver et le soustraire aux impératifs marchands certains préconisent de lui attribuer une valeur marchande (négative) de sorte que dans leurs calculs économiques, les opérateurs marchands ne prélèveront les arbres qu'avec la plus grande prudence. Mais doit-on mesurer l'environnement en termes de valeur marchande ? Un autre moyen plus simple d'arriver sensiblement au même résultat consiste à utiliser la fiscalité. Ainsi, pour rendre la croissance moins gourmande en énergie et qu'elle émette moins de dioxyde de carbone responsable du réchauffement, certains préconiseront une « taxe carbone ». En imputant la charge de la pollution sur l'activité même, cette pollution serait vouée à être réduite. Quelle que soit l'option choisie, il semble bien qu'en matière environnementale, les progrès soient possibles.

Bien qu'elle ne réponde pas vraiment aux impératifs de découplage entre croissance économique et croissance des émissions de CO², la « croissance verte » a le vent en poupe. On peut dès lors craindre que cette vert-nification de l'économie ne passe aussi par une « vert-nification » des outils de mesures sans apporter de modifications suffisantes.

De manière générale, il semble que le débat sur les indicateurs, s'il ne peut influencer directement sur le rapport de force en défaveur des citoyens et de leur environnement, pourra indiquer l'évolution de ce même rapport de force... L'économie sociale peut y jouer un rôle non négligeable. Mais qu'en est-il en Belgique ?

Indicateurs alternatifs ? Une réalité concrète en Belgique.

C'est surtout dans le cadre de stratégies orientées vers le développement durable que le pouvoir politique met en œuvre des indicateurs alternatifs. Ainsi, depuis 2003, le Bureau du Plan publie les comptes environnementaux de la Belgique. Constitué de 88 indicateurs, le tableau de bord est certes complet mais largement inefficace⁸.

Au niveau social, il existe un nombre important de statistiques, mais point d'indicateur de référence au niveau fédéral. Néanmoins, depuis « la déclaration de Laeken », le gouvernement Verhofstadt qui présidait l'Union européenne a pu impulser une dynamique européenne sous le label de la « Méthode Ouverte de Coordination »⁹. Il existe à présent des « indicateurs de Laeken », à prédominance sociale forte¹⁰. Citons enfin le Tableau de Bord de la protection sociale en Belgique du « Centrum voor sociaal beleid » de l'université d'Anvers ou encore le baromètre de la pauvreté publié chaque année par le SPP Intégration sociale¹¹. Enfin, les bilans économiques et sociaux des entreprises permettent d'établir des statistiques sur le marché de l'emploi en termes de temps de travail, de formation, d'inégalités, d'utilisation des contrats subsidiés, etc.

La Wallonie a, de son côté, développé un tableau de bord de l'environnement wallon qui vise à évaluer l'air, l'eau, l'occupation du territoire, les transports, les déchets, la consommation énergétique, etc. Elle est par ailleurs en passe de prendre les devants en matière d'indicateurs alternatifs. Le plan Marshall 2.Vert prévoit en effet la constitution d'indicateurs alternatifs « en complément du PIB ». La commission Stieglitz mise en œuvre en France par le président Sarkozy semble faire des émules. Il reviendra chez nous au ministre du Développement Durable, Jean-Marc Nollet, de faire aboutir ce projet.

Une réalité en gestation au sein de l'économie sociale ?

Le premier élément qui permet de distinguer les entreprises d'économie sociale des entreprises classiques est à chercher dans les statuts des entreprises et la finalité sociale qu'elles se donnent. Une société à finalité sociale, une ASBL ou une coopérative ont davantage de possibilités de faire valoir leur apport sociétal qu'une société anonyme. Néanmoins, le statut juridique ne peut suffire.

Sur base d'une définition créée au sein des Nations Unies en 2003, la Banque Nationale Belge, avec l'aide du Centre d'Economie Sociale de l'ULG, publie les comptes satellites des ISBL (Institutions sans but lucratif) et permet ainsi d'objectiver la réalité de l'économie sociale au sens large. Le travail bénévole a été monétarisé de sorte qu'une valeur économique a pu être intégrée dans la comptabilisation de la valeur ajoutée produite par les ISBL. La professionnalisation des services aux personnes est ainsi confirmée de même que l'importance du travail bénévole dans le secteur sportif et culturel¹².

Outre les comptes satellites des ISBL, l'économie sociale peut mettre en avant différents instruments pour valoriser son apport sociétal. Ainsi, la notion en vogue de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a fait naître des outils d'évaluation de l'impact sociétal des entreprises. Dans ce cadre, la norme ISO 26000 évalue notamment les questions de consommation, de conditions de travail, de droits de

⁸ voir : http://www.plan.be/websites/tfdd_88/fr/index.htm

⁹ La Méthode Ouverte de Coordination est issue de la Déclaration de Lisbonne du 24 mars 2000. Elle instaure une nouvelle méthode d'intégration considérée comme une nouvelle forme de gouvernance, qui fonctionne sur base volontaire et de l'évaluation par les pairs.

¹⁰ « Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les États membres de l'UE ont décidé de coordonner leurs efforts en vue de définir des objectifs communs. Ces derniers ont été assortis d'instruments de suivi communs visant à évaluer les progrès réalisés dans ce domaine. C'est ainsi qu'en 2001 ils sont convenus d'un premier ensemble d'indicateurs communs visant à évaluer la pauvreté et l'exclusion sociale, à savoir les « indicateurs de Laeken ». » Cfr. http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/docs/regionalindicators_leaflet_fr.pdf

¹¹ Comme le prévoit le Plan Fédéral la Lutte contre la Pauvreté, le Baromètre Interfédéral de la pauvreté a été présenté pour la première fois en 2009. Cfr http://www.mi-is.be/be_fr/02/armoedebarmeter/index.html

¹² Cfr « Le compte satellite des institutions sans but lucratif 2000 – 2001 », Banque Nationale

l'homme, de l'environnement, de l'engagement sociétal, de bonnes pratiques des affaires. Mais on ne peut, considérer cette norme comme un outil qui permet aux entreprises d'économie sociale d'objectiver leurs plus-values sociétales. La norme SA 8000, plus ancienne, se limite quant à elle à la vérification de la conformité aux normes de l'Organisation Internationale du Travail, qui ne sont pourtant pas des plus élevées.

Plus proche des attentes des acteurs de l'économie sociale, l'analyse SROI (Social Return On Investment), soit le pendant du fameux ROI (Return On Investment) qui guide tout le secteur privé vers l'objectif de profit, vise à analyser l'apport financier et social de l'activité économique d'une entreprise ou d'une organisation. Au fil du temps, cette méthodologie a été améliorée et affinée tant par les scientifiques que par les acteurs des entreprises sociales du monde entier. C'est ainsi qu'un "Global Framework" a été créé : directives pour le lancement d'une analyse SROI. Celui-ci peut être obtenu sur demande auprès de Hefboom vzw (asbl) ou d'autres membres du réseau européen ESROIN: www.sroi-europe.org

Pendant des bilans sociaux obligatoires pour les entreprises, l'économie sociale a développé dans certains pays des bilans sociétaux. La démarche fonctionne bien en France. Le CJDES a ainsi structuré une démarche globale pour permettre aux entreprises de prendre en compte leurs valeurs autres que financières : citoyennes, environnementales, humaines, démocratiques. Des collectivités publiques commencent à relayer le bilan sociétal¹³.

Deux labels publics (le label social et le Bruxelles label) ainsi que deux labels privés (le label Solid'r, le Forum Ethibel) permettent aux opérateurs d'économie sociale de se distinguer même si des entreprises « classiques » peuvent aussi remplir les critères de ces labels sans pour autant répondre aux principes qui fondent l'économie sociale.

Enfin, des chartes, répertoires et autres initiatives peuvent renforcer une identité collective. C'est le cas des chartes de l'économie sociale ainsi que celles de fédérations d'économie sociale, de la « guilde » qui regroupe des commerçants acteurs de l'économie sociale, du répertoire « préférences » (répertoire des entreprises d'économie sociale en communauté française) ou encore du guide MeMo.

Mieux voir les étoiles permet-il de mieux les atteindre ?

Alors que c'est la critique de l'outil sacralisé qui mène à la remise en cause de l'instrument de mesure qu'est le PIB, il est paradoxal de constater que de nombreux progressistes en viennent à leur tour à sacraliser les indicateurs alternatifs comme si les outils modifiaient la société qui les a créés. Il est bon de rappeler que les outils sont le reflet des rapports de pouvoir d'une société donnée et que les rapports de pouvoir évoluent non en fonction de l'évolution des outils mais bien parce que des groupes d'individus ont, à un moment donné, le rapport de force en leur faveur.

Peut-être que les débats actuels sur la croissance et sur l'indicateur PIB sont le signe de ce que la culture évolue vers des aspirations moins matérielles. Peut-être au contraire que les possibilités de résistances sont si faibles que l'une des rares perspectives de critique progressiste réside dans les débats sur les indicateurs. Ces indicateurs alternatifs ne seraient alors tout au plus qu'un moyen de mieux voir les étoiles, laissant s'éloigner davantage les possibles alternatives au système capitaliste qu'il faudra bien mettre en œuvre pour que ces indicateurs aient une utilité concrète.

Néanmoins, il demeure qu'atteindre les étoiles sans les voir est plus difficile encore. Des outils de mesure pertinents et admis largement seront nécessairement un plus pour mettre en œuvre les alternatives. En tout état de cause, l'économie sociale peut jouer un rôle dans ces débats. Ainsi, en développant des outils d'évaluation de l'apport sociétal des entreprises d'économie sociale, l'alternative économique pourrait se construire concrètement, loin des débats théoriques.

¹³ http://www.cjdes.org/1093-BILAN_SOCIAL

Pour aller plus loin :

CASSIERS I. (dir.) *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*. A paraître aux éditions de l'Aube en mars 2011. (« Redéfinir la prospérité ». Groupe de contact du FNRS. Plus d'informations via <http://www.uclouvain.be/316257.html>)

GADREY J. et JANY-CATRICE F., *Les nouveaux indicateurs de richesses*, La Découverte, Coll. « Repères », 2005, pp 17-25

MEDA D., *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, Coll. « Champs-Actuel », 2008

Pour la Solidarité, E-Working Paper n°3, 2005. *Les indicateurs alternatifs de richesses*. Disponible en ligne : http://nopib.fr/wp-content/uploads/2009/11/WP2005_06e_indicateurs_alternatifs.pdf

Annexe : Indicateurs ou tableaux de bords significatifs et représentatifs

Philippe Defeyt a réalisé en 2004 pour l'Institut pour un Développement Durable une étude de référence (disponible via <http://www.econospheres.be/IMG/pdf/TTCADefeytindicat0310.pdf>) où il présente 16 indicateurs ou tableaux de bords significatifs et représentatifs. (NDBP) Des indicateurs ciblent le volet « social », d'autres le volet environnemental, certains tentent même de combiner le social, l'environnemental et l'économique. Relevons ici :

- le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) qui publie depuis 1990 un **Indice de Développement Humain (IDH)** basé sur le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction. Sont ensuite développé l'Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique, ou encore l'Indicateur de Pauvreté Humaine.

- **L'Indicateur de santé sociale du Fordham Institute**, crée en 1996, qui fait la moyenne de 16 indicateurs disponibles résumant les problèmes sociétaux contemporains : suicide des jeunes, chômage, maltraitance, espérance de vie à 65 ans, accès à un logement à un prix abordable, inégalité de revenu, etc.). En terme de résultats, on notera que si dans les années 60, la progression du PIB américain suit la progression de l'indice de santé sociale, les courbes divergent à partir du début des années 70.

- l'institut pour un développement durable qui publie, en Belgique, un **Indicateur d'Insécurité Sociale** et se base sur la réalité du marché du travail, des revenus, de l'endettement, de l'état de la consommation de base. Résultat global : l'indicateur d'insécurité sociale augmente...à mesure qu'augmente le PIB par habitant.

- **les indicateurs de Laeken** qui sont des indicateurs sociaux issus de la dernière présidence Belge de l'Union sous le gouvernement Verhofstadt (2001).

- **l'indicateur de bien-être économique des canadiens Osberg et Sharpe** qui allie indicateurs économiques, d'insécurité économique, d'inégalités et de pauvreté, de stock de richesses économiques, humaines et environnementales, et des indicateurs de consommation au sens large. Un bel outil global d'évaluation qui allie comptabilité nationale et indicateurs sociaux et écologiques.

-- **Le GPI** (genuine progress indicator ; **indicateur de progrès véritable**), développé depuis 1995 par l'institut californien « Redefining Progress » qui s'inscrit, parmi tant d'autres, dans les suites des travaux de la commission Brundtland (Commission mondiale pour l'environnement et le développement).

- **L'indice de bien-être des nations de Prescott-Allen** qui combine un indice de bien-être humain basé sur 36 indicateurs, et un indice de bien-être de l'écosystème basé sur 51 indicateurs.

- **L'ESI –Indice de soutenabilité environnementale-** issu des travaux du Forum économique de Davos qui date de 2002.

- **L'empreinte écologique**, qui mesure un espace dont un individu ou un groupe d'individus a besoin pour produire les ressources naturelles nécessaires afin de soutenir son mode de vie (consommation/production).